



Luxembourg, le 30 janvier 2017

Contribution du gouvernement à la 1^{re} réunion du dialogue social national sous l'égide du Conseil économique et social (CES) portant sur le semestre européen 2017

La présente note constitue la contribution du Gouvernement pour la première réunion du troisième cycle du dialogue social national sous l'égide du Conseil économique et social (CES) au cours du semestre européen¹, qui aura lieu le 1^{er} février 2017.

Cette première réunion lance le cycle annuel de concertation régulière entre le Gouvernement et les Partenaires sociaux sur le semestre européen. La présente note énonce les grandes lignes de l'édition 2017 du semestre européen et vise à fournir une vue d'ensemble de la documentation présentée par la Commission européenne en automne 2016. La note analyse principalement l'Examen annuel de la croissance (EAC), le Rapport sur le mécanisme d'alerte ainsi que le Rapport conjoint sur l'emploi et met en exergue les points qui revêtent une importance particulière pour le Luxembourg.

Au cours de la deuxième réunion du dialogue social national, prévue pour mars 2017, les discussions pourraient, à l'instar de l'approche suivie l'année dernière, être axées davantage sur la situation du Luxembourg, et notamment sur les principaux messages à tirer du rapport par pays 2017 du Luxembourg qui sera publié fin février 2017 par la Commission européenne. Ces discussions entre le Gouvernement et les Partenaires sociaux permettront de préparer le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et le Programme national de réforme (PNR) du Luxembourg qui sont à communiquer aux instances européennes pour la fin du mois d'avril.

¹ Nouveau site Internet de la Commission européenne concernant le semestre européen: https://ec.europa.eu/info/strategy/european-semester_fr

1. L'Examen annuel de croissance 2017

L'examen annuel de la croissance² (EAC), publié en date du 16 novembre 2016 par la Commission européenne, expose les priorités économiques et sociales pour l'UE, la zone euro et les États membres pour 2017. Les orientations proposées dans l'EAC **pourront être intégrées** dans les politiques des États membres, et notamment dans leurs **programmes nationaux (PSC et PNR)** qui seront présentés en avril 2017.

Une particularité de l'édition 2017 de l'EAC est l'accent mis sur **l'équité et la dimension sociale** du marché unique. En effet, la Commission souligne la nécessité **d'investir « massivement » dans la jeunesse et dans le marché du travail** afin de stimuler une croissance **plus inclusive** et de renforcer la compétitivité, l'innovation et la productivité et d'offrir de meilleures chances aux jeunes. Ces principes sont largement en ligne avec la « Feuille de Route de Bratislava »³ approuvée par les Chefs d'État ou de Gouvernement en septembre 2016.

Par ailleurs, et tout comme en 2015 et 2016, la Commission invite les États membres à « redoubler d'efforts » en ce qui concerne le « **triangle vertueux** » de la politique économique qui consiste à : (1) relancer les **investissements**, notamment dans les PME ; (2) poursuivre les **réformes structurelles** ; (3) mener des **politiques budgétaires responsables** afin de favoriser la poursuite de la relance économique qui profite à tous. L'investissement demeure une priorité principale de la Commission (cf. encadré 1).

Dans le cadre de l'EAC, la Commission souligne également que le succès de la coordination de la politique économique sur le plan européen dépend notamment de la **mise en œuvre des réformes clés avancées dans les recommandations par pays** (actuelles et antérieures). La mise en œuvre de ces réformes est toutefois estimée « globalement décevante » par la Commission. En même temps, la Commission invite les États membres à mieux utiliser les nombreuses **possibilités qui leur sont offertes au niveau de l'UE**, par exemple à travers les Fonds structurels et d'investissement européens.

Afin de rendre le semestre européen plus transparent et pour favoriser l'échange d'informations entre la Commission et les États membres, la **Commission vise désormais à intensifier davantage le dialogue avec les acteurs nationaux** en vue de l'élaboration des PSC et PNR. Dans cet ordre d'esprit, la Commission encourage la participation **des parlements nationaux** ainsi que la consultation avec les **Partenaires sociaux**. Au Luxembourg, ces éléments font d'ores et déjà partie intégrante du semestre européen sur le plan national.

Avec cette édition 2017, la Commission reste par conséquent **dans la continuité des semestres antécédents** en ce qui est des principales questions comme l'importance **de l'investissement**, tout en ajustant des éléments de processus comme **l'amélioration du dialogue avec les autorités nationales**.

² L'EAC est le principal document d'un paquet qui marque le début du semestre européen 2017 et comprend en outre :

- Recommandation de recommandation du Conseil sur la politique économique de la zone euro (cf. encadré 2) ;
- Communication « Pour une orientation positive de la politique budgétaire de la zone euro » ;
- Rapport sur le mécanisme d'alerte 2017 ;
- Rapport conjoint sur l'emploi 2017 ;
- Évaluation des projets de plans budgétaires des États membres de la zone euro pour 2017.

La Commission publie également les avis des partenaires sociaux européens: la Confédération européenne des syndicats (CES) et les organisations patronales intersectorielles européennes.

³ cf. <http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2016/09/16-bratislava-declaration-and-roadmap/>

Encadré 1 :
Investissement « priorité numéro un »

L'**investissement (public et privé) reste une priorité importante** pour la Commission européenne (« priorité numéro un »). La Commission affirme que l'Europe doit **résolument investir** dans sa jeunesse, ses demandeurs d'emploi et ses jeunes entreprises innovantes afin de soutenir la **relance économique qui profite à tous**.

Le **Fonds européen pour les investissements stratégiques** (ou encore EFSI) est au cœur du plan d'investissement pour l'Europe. L'EFSI a **mobilisé près de 138 milliards d'euros** dans 27 États membres en à peine plus d'un an. Au cours de la même période, près de **300 000 PME** devraient avoir bénéficié du fonds. Compte tenu de son succès au cours de sa première année de mise en œuvre, la Commission propose l'extension de l'EFSI et de doubler son montant pour le porter à **630 milliards d'euros d'ici à 2022**, tout en améliorant sa couverture géographique et sectorielle.

La Commission distingue 4 piliers permettant d'encourager davantage l'investissement :

- (i) Améliorer le fonctionnement du **secteur financier**, par exemple en améliorant l'accès au financement pour les PME et en continuant de développer l'Union des marchés de capitaux et l'Union bancaire ;
- (ii) Accroître l'**efficacité des fonds de l'UE** soutenant le plan d'investissement pour l'Europe et investir davantage dans le capital humain et les infrastructures sociales ;
- (iii) S'attaquer aux **obstacles à l'investissement** au niveau européen et national ;
- (iv) Donner aux entreprises de l'UE la possibilité de tirer avantage des **marchés et des investissements mondiaux**, en notant que les exportations vers le reste du monde sont devenues une source d'emplois de plus en plus importante.

En outre, à l'avenir, l'EFSI sera encore plus axé sur les investissements durables dans différents secteurs pour contribuer à l'accomplissement des objectifs de la COP21 et afin de réaliser la transition vers une **économie circulaire, décarbonée et efficace** dans l'utilisation des ressources. La Commission propose également d'augmenter encore la part des financements destinée aux **petites et moyennes entreprises (PME)** et de lutter davantage contre le **chômage des jeunes**.

2. Etat des lieux

2.1 Situation macroéconomique au niveau de l'UE et la zone Euro

Selon la Commission européenne, la situation économique au niveau de l'UE connaît **un nombre d'avancées, alors que la reprise reste fragile**. La Commission note ainsi que tous les **États membres ont retrouvé le chemin de la croissance** et que les investissements commencent à se développer dans une **direction encourageante**.

Grâce notamment aux réformes structurelles mises en œuvre dans plusieurs États membres, de **bonnes nouvelles** sont également à noter au niveau du **marché du travail, avec plus de 8 millions de nouveaux emplois** créés depuis 2013. Le taux de **chômage demeure toutefois trop élevé** et les **conséquences sociales sont lourdes**.

Du côté des finances publiques au niveau agrégé de l'UE, le taux **d'endettement public se stabilise**, mais demeure encore à des niveaux historiquement élevés. **L'investissement est reparti à la hausse** dans l'UE depuis 2014 et devrait, selon les prévisions, continuer d'augmenter.

Cependant, la Commission souligne qu'un nombre de **défaillances structurelles restent à adresser** et que le **vieillessement de la population** continue à exercer une **pression sur les finances publiques à long terme**.

La Commission constate également que certains pays enregistrent **des niveaux très élevés d'endettement** et que les niveaux élevés d'**inégalité** réduisent le potentiel de croissance durable.

Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue que l'économie de l'UE a, dans une large mesure, bénéficié les dernières années **de vents favorables** dont le caractère permanent est loin d'être assuré et qui ont eu trait au faible prix du pétrole, à la dépréciation de l'euro ou encore à la politique monétaire très accommodante de la Banque centrale européenne (BCE).

Dès lors, il semble prudent de considérer ces signes encourageants dans un contexte où **des risques à la baisse subsistent**, particulièrement dans un **contexte international volatile et incertain** comme le montre la discussion sur le départ du Royaume-Uni de l'UE ou les incertitudes entourant la future politique économique de la nouvelle administration américaine.

En ce qui concerne plus spécifiquement la **zone euro**, la **réduction du déficit public** dans la zone euro ainsi que la **réduction du nombre de pays visés par une procédure pour déficit excessif au titre du Pacte de stabilité** témoignent des efforts accomplis ces dernières années⁴. Les déficits dans la zone euro ont diminué à en-dessous de 2% du PIB, et cette **baisse devrait se poursuivre**. Cependant il subsiste des **signes de déséquilibres macroéconomiques** et la **convergence économique demeure limitée au sein l'UE**.

La Commission estime en outre que d'un point de vue économique, l'orientation de la politique budgétaire devrait suivre le double objectif de la **viabilité à long terme des finances publiques** et de la nécessité de soutenir la **reprise économique**. Pour cela, la Commission considère que des efforts supplémentaires seraient nécessaires pour parvenir à une **orientation plus positive de la politique budgétaire dans l'ensemble de la zone euro**, et ce en parallèle à la politique monétaire accommodante de la Banque centrale européenne (cf. encadrés 2 et 3 ci-dessous)⁵.

⁴ Voir également les avis relatifs aux projets de plan budgétaire des États membres de la zone euro :

http://ec.europa.eu/economy_finance/economic_governance/sqp/pdf/dbp/2016/communication_to_euro_area_member_states_2016_dbp_fr.pdf

⁵ Voir également la Communication «Pour une orientation positive de la politique budgétaire de la zone euro :

https://ec.europa.eu/info/file/33387/download_en?token=Mb6amd5G

Encadré 2 :
5 recommandations pour la zone euro : Proposition initiale de la Commission européenne

Dans sa recommandation de recommandation du Conseil sur la politique économique de la zone euro, la Commission insiste sur la nécessité de poursuivre les **politiques en faveur de la croissance et de la convergence et de supprimer les entraves à l'investissement et à la création d'emplois**. Le texte proposé par la Commission suggère que les pays présentant des déficits importants de la balance courante ou des dettes extérieures élevées doivent s'efforcer **d'améliorer leur productivité**, tandis que ceux présentant des excédents importants de leurs comptes doivent **augmenter la demande intérieure**, notamment par le biais des investissements (notamment l'Allemagne ou encore les Pays-Bas).

Le nombre de recommandations a augmenté de 3 à 5 entre 2016 et 2017. Plus spécifiquement, la Commission invite les pays membres de la zone euro à :

(i) mener des **politiques qui soutiennent la croissance** à court et long terme en renforçant les capacités d'ajustement, de rééquilibrage et de convergence et en accordant la priorité aux réformes qui renforcent la productivité, améliorent l'environnement institutionnel et des entreprises, **suppriment les obstacles à l'investissement** et encouragent la création d'emplois.

(ii) adopter une **orientation budgétaire globalement positive contribuant à un « policy mix » équilibré** des politiques macroéconomiques, à soutenir les réformes, à renforcer la reprise par une orientation budgétaire plus positive et à conjuguer les efforts nationaux pour assurer tant la viabilité budgétaire à long terme dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance que la stabilisation macroéconomique à court terme de la zone euro.

(iii) mettre en œuvre **des réformes qui promeuvent la création d'emplois et la convergence sociale vers le haut**, et qui reposent sur un dialogue social effectif.

(iv) s'accorder sur un **système européen d'assurance des dépôts**, sur la base de la proposition présentée par la Commission en novembre 2015, et à engager les travaux sur le dispositif de soutien (« backstop ») commun pour le Fonds de résolution unique, afin qu'il soit opérationnel avant la fin de la période transitoire du Fonds.

(v) accélérer, dans le plein respect du marché intérieur, la mise en œuvre ouverte et transparente d'initiatives visant à compléter **l'union économique et monétaire** et de continuer à mettre en œuvre le **rapport des cinq présidents**.

Encadré 3 :
Conclusions du Conseil de l'UE à l'égard de l'EAC
et adoption des 5 recommandations adressées à la zone euro

En date du 27 janvier 2017, le **Conseil de l'UE** a arrêté ses conclusions relatives à l'EAC et il a approuvé les 5 recommandations pour la zone euro en matière de politiques économiques (cf. Annexes 6 et 7).

Dans ses conclusions relatives à l'EAC, le Conseil de l'UE partage les grandes lignes de l'analyse de la Commission et souligne également **l'urgence de favoriser l'investissement** public et privé, notamment en réduisant les **obstacles à l'investissement**. Des investissements seraient également nécessaires au niveau du marché du travail afin d'augmenter le potentiel de croissance et pour favoriser l'égalité des chances. En même temps, le Conseil est d'avis qu'il faudra poursuivre les **réformes structurelles** et mettre en œuvre **des politiques budgétaires responsables** à moyen- et à long-terme et soulève également la nécessité de **réformes au niveau des systèmes de pensions**.

Lors de ses échanges de vues portant sur l'EAC, le Conseil a aussi constaté que, malgré une amélioration progressive du taux d'emploi, le chômage, notamment des jeunes et des demandeurs d'emploi de longue durée, demeure élevé. Ainsi, le Conseil a notamment appelé les États membres à **intensifier leurs efforts en faveur de la création d'emplois de qualité, de l'intégration professionnelle des demandeurs d'emploi, de lutte contre la pauvreté et d'une plus grande équité sociale**. Le Conseil a particulièrement souligné que **la politique économique, sociale et de l'emploi devrait davantage viser à soutenir une croissance durable et inclusive** qui soit créatrice d'emplois. Finalement, le Conseil a aussi mis l'accent sur la nécessité d'avoir des **systèmes de protection sociale modernes, adaptés et viables** qui contribuent de manière effective et efficace tout au long de la vie à l'inclusion sociale et à l'intégration sur le marché du travail.

En ce qui concerne les recommandations à l'attention de la zone euro en matière de politiques économiques approuvées par le Conseil, la différence majeure par rapport à la proposition initiale de la Commission européenne est en lien avec la **recommandation en matière de politique budgétaire**. En effet, le Conseil considère qu'une **orientation « largement neutre »** serait plus appropriée, alors que la Commission avait initialement proposé d'adopter une orientation « expansionniste ». Le Conseil invite désormais les États membres disposant d'une marge de manœuvre par rapport à leur objectif budgétaire à moyen terme (« OMT ») à continuer d'**accorder une priorité à l'investissement**, tel que déjà envisagé au Luxembourg. Le Conseil rappelle aussi que les politiques budgétaires doivent être menées en toute conformité avec le Pacte de stabilité et de croissance, tout **en utilisant au mieux la flexibilité** qui y est offerte.

Finalement, le Conseil souligne la nécessité de concevoir des politiques budgétaires favorisant **la soutenabilité à long terme** et de prêter une attention particulière à la qualité et à la composition des dépenses publiques.

2.2 Situation macroéconomique au niveau du Luxembourg

Les **perspectives économiques du Luxembourg**, en tant que petite économie très ouverte et orientée à l'international, dépendent largement de la santé de son environnement international, et notamment de l'UE. En effet, les échanges commerciaux du Luxembourg ont surtout lieu avec les économies de l'UE (plus de 80% pour les biens et environ 70% pour les services). Le STATEC a récemment révisé ses prévisions pour le Luxembourg⁶. Pour les prévisions macro-économiques 2016 et 2017, le STATEC prévoit **une hausse du PIB de +3,7% en 2016 et une légère accélération avec +4,2% en 2017**. Elles se rapprochent de la moyenne 1990-2015 du Luxembourg (+3,7%) et demeurent largement au-dessus des taux de croissance rencontrés dans la plupart des États membres de l'UE.

⁶ Pour plus de détails : <http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/note-conjoncture/2016/PDF-NDC-02-16.pdf>

Grâce à la bonne tenue de l'activité économique, la situation sur le **marché du travail fait preuve d'amélioration régulière**. En 2016, la hausse de l'emploi intérieur a été de +2,8% (+2,6% en 2015) et pourrait atteindre +3,0% en 2017. Selon le STATEC, **le taux de chômage continuerait à baisser en 2017**, s'approchant du niveau rencontré en 2012 (environ 6,2%), après avoir atteint un pic à plus de 7% en 2014. Mais la baisse de 2017 demeure tributaire du maintien d'un rythme d'expansion soutenu de l'activité. Pour l'inflation, le STATEC table sur une hausse de l'IPCN de +0,3% en 2016 et de +1,4% en 2017. L'inflation devrait s'accélérer en raison de la reprise conjoncturelle et des prix pétroliers plus élevés.

Au Luxembourg, les années 2015 et 2016 ont donc été marquées par un bon nombre d'indicateurs conjoncturels restant relativement bien orientés, que ce soit en termes d'activité ou d'emploi. Cette croissance de l'activité permet de faire baisser le taux de chômage, et les offres d'emploi sont nettement orientées à la hausse. **Le Luxembourg figure ainsi parmi les meilleurs élèves dans l'UE et la zone euro en termes économiques.**

	1990-2015	2015	2016	2017
	Évolution en % (ou spécifié différemment)			
PIB (en vol.)	3.7	3.5	3.7	4.2
Emploi total intérieur	3.1	2.6	2.8	3.0
Taux de chômage (% de la pop. active, déf. ADEM)	-	6.8	6.4	6.2
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.1	0.5	0.3	1.4
Coût salarial nominal moyen	3.2	0.9	0.2	3.2
Capacité/besoin de financement (% du PIB) ²	1.9	1.6	1.7	0.4

Source: STATEC (1990-2015: données observées; 2016-17: prévisions)

¹ Par rapport à la NDC 1-16, publiée le 11 Mai 2016

² Prévision du STATEC 2016-2017

Tableau 1 : Résumé de la situation macro-économique.

En dépit d'un environnement économique positif à court et moyen terme sur le plan national, le Luxembourg reste néanmoins confronté à **certains défis structurels à plus long terme**. En effet, au cours des dernières années, la croissance potentielle du pays s'est affaïssée et la **productivité connaît une évolution relativement faible**⁷.

2.3 Rapport sur le mécanisme d'alerte

Le **rapport sur le mécanisme d'alerte** (RMA) de la Commission européenne est le point de départ du cycle annuel de la **Procédure de suivi des déséquilibres macroéconomiques** (PDM)⁸ visant à identifier et à traiter les déséquilibres qui entravent le bon fonctionnement des États membres et peuvent mettre en péril le fonctionnement de l'Union économique et monétaire (UEM). La mise en œuvre de la PDM est ancrée dans le semestre européen pour la coordination des politiques économiques, de manière à assurer la cohérence avec les analyses et les recommandations effectuées dans le cadre des autres instruments de surveillance économique. Le RMA s'appuie sur une lecture économique d'un tableau de bord d'indicateurs⁹. Ce tableau de bord et les seuils indicatifs constituent un filtre permettant de détecter **les premiers signes d'éventuels** risques et vulnérabilités méritant un **examen plus approfondi**. Le tableau de bord contient un ensemble d'indicateurs et de seuils de référence dans

⁷ Ministère de l'Economie, Bilan compétitivité 2016, Perspectives de politique économique n°31, Luxembourg, octobre 2016. Pour plus de détails: <http://www.gouvernement.lu/6360474/ppe-031-fr.pdf>

⁸ Pour plus de détails: https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/2017-european-semester-alert-mechanism-report_fr_1.pdf

⁹ cf. Annexe 2 pour plus de détails concernant les indicateurs utilisés.

plusieurs domaines dont : la position extérieure, la compétitivité, la dette privée, le marché du logement, le secteur bancaire et l'emploi.

Les valeurs du tableau de bord **ne sont pas lues de façon mécanique** mais font l'objet d'une lecture économique qui permet notamment de tenir compte des spécificités nationales et du contexte. L'évolution des indicateurs du tableau de bord reflète le processus d'ajustement progressif en cours, mais aussi les déséquilibres et facteurs de vulnérabilité qui subsistent. Les indicateurs du tableau de bord d'indicateurs et les seuils critiques fixés permettent de détecter les États membres dans lesquels des déséquilibres potentiels nécessitent l'adoption de mesures. Pour faire cela, dans une première étape, le RMA répartit les États membres en deux catégories:

- a. ceux qui ne nécessitent pas un approfondissement de l'analyse dans le cadre de la PDM ;
- b. ceux qui nécessitent un approfondissement de l'analyse dans le cadre de la PDM.

Les États membres désignés par le rapport RMA comme "à risque" et nécessitant un approfondissement de l'analyse (catégorie b. ci-dessus) font l'objet d'un bilan approfondi ("in depth review", IDR) afin d'évaluer dans quelle mesure les risques macroéconomiques s'accroissent ou se résorbent dans ces pays, et de déterminer si des déséquilibres, voire des déséquilibres excessifs, existent. En fonction du niveau de déséquilibres macroéconomiques analysés, la Commission européenne classe chaque État membre dans une des quatre catégories suivantes (gravité croissante):

- b.1 aucun déséquilibre ;
- b.2 déséquilibres ;
- b.3 déséquilibres excessifs ;
- b.4 déséquilibres excessifs nécessitant une action corrective.

Globalement, la Commission européenne est d'avis qu'un **bilan approfondi se justifie cette fois-ci pour 13 États membres¹⁰ pour le cycle 2016-2017**. Tous ces pays avaient déjà fait l'objet d'un bilan approfondi au cours du cycle précédent (2015-2016), lors duquel un tel bilan a été réalisé pour 19 pays. Alors que la **réduction du nombre de bilans approfondis reflète les progrès récents accomplis** dans la correction des déséquilibres, des vulnérabilités subsistent, y compris dans les pays pour lesquels un bilan approfondi ne se justifie pas à ce stade.

En ce qui concerne plus particulièrement le **Luxembourg**, le rapport RMA de la Commission européenne dresse notamment les constats suivants:

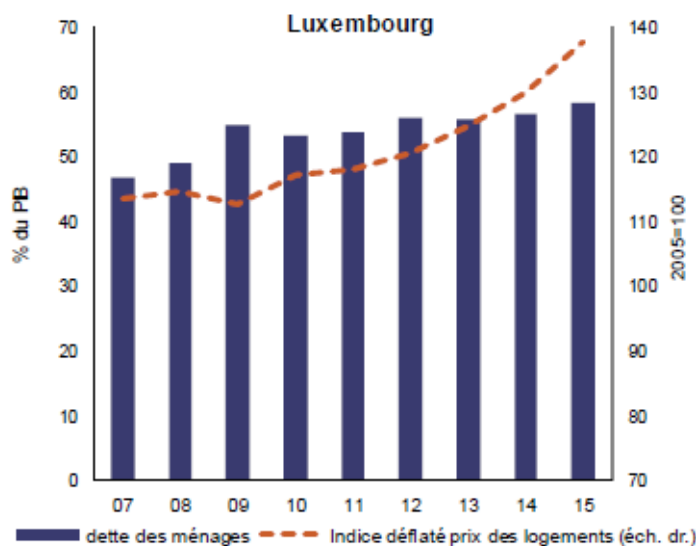
- L'excédent de la **balance courante** du Luxembourg, qui est structurellement élevé, a été stable en 2015 et légèrement en-dessous du seuil indicatif. La **position extérieure globale nette** positive a augmenté, ce qui reflète surtout la prédominance du secteur financier, seule une part réduite des flux correspondant à l'activité économique nationale. La croissance des salaires est faible, ce qui contribue à la récente modération des **coûts salariaux**. Conjuguée à l'amélioration de la **productivité** enregistrée ces dernières années, elle explique en partie le rebond des **parts de marché à l'exportation**. La **dette publique** reste nettement en dessous de la moyenne européenne. Les indicateurs de l'emploi respectent les seuils, même si le taux de chômage de longue durée est légèrement orienté à la hausse.

¹⁰ L'Allemagne, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie, et la Suède.

- De manière générale, **trois indicateurs du Luxembourg dépassent les seuils indicatifs dans la catégorie des “déséquilibres internes” du tableau de bord**:

- Seuil critique 1 : prix des logements (dépassé): De manière générale, la Commission européenne est d’avis que pour le Luxembourg la lecture économique du tableau de bord révèle essentiellement des problèmes liés à la **hausse des prix des logements**, même si les **risques semblent encore rester relativement limités**. Les prix réels des logements ont augmenté dans la majorité des États membres en 2015. Le tableau de bord fait apparaître des augmentations de prix dans 22 États membres, avec des valeurs dépassant le seuil au Danemark, en Estonie, en Hongrie, en Irlande, au Luxembourg et en Suède. Ces nouvelles hausses de prix ont été alimentées par une augmentation du crédit net aux ménages, venant s’ajouter à des **niveaux d’endettement déjà élevés**. Le Danemark, le Luxembourg et le Royaume-Uni sont les trois autres pays où les hausses de prix ont été significatives en 2015 et se sont ajoutées à des écarts de surévaluation. Dans ces trois cas, ces hausses ont également été alimentées par l’augmentation des flux de crédit nets aux ménages. Au Luxembourg, **plusieurs facteurs** (importance des flux migratoires nets, dynamisme du marché du travail, faiblesse des coûts de financement) **entretiennent la demande de logements alors que l’offre reste relativement limitée** (faible croissance des permis de construire). Les ratios prêt/valeur ont diminué, de même que l’accessibilité financière du logement. Selon la Commission européenne, cette situation implique que les évolutions futures soient suivies de près.

Pour le Luxembourg, la Commission européenne est donc d’avis que le pays **connait une dynamique soutenue des prix des logements qui mérite d’être suivie de près mais n’appelle pas de passage au crible dans le cadre d’un bilan approfondi**, des facteurs de vulnérabilité et des risques qu’elle représenterait pour l’ensemble de l’économie. Selon la Commission, *“l’évolution des variables de prix ou de coût signale une surchauffe potentielle. En Suède, ainsi qu’au Danemark, au Luxembourg et au Royaume-Uni, les tensions sur les prix concernent principalement le secteur du logement, en combinaison avec un degré élevé d’endettement des ménages”*.



Source: Eurostat

Graphique 1 : Endettement ménages et indice prix des logements au Luxembourg.

- Seuil critique 2 : croissance nette du crédit au secteur privé (dépassé): La **croissance nette du crédit au secteur privé** a été positive dans 17 États membres en 2015, suggérant l’amorce d’une amélioration de l’accès au financement. Le Luxembourg est par contre le seul Etat membre qui a dépassé le seuil critique avec une croissance du crédit restée dynamique.
- Seuil critique 3 : endettement du secteur privé (dépassé): Le Luxembourg, comme de nombreux autres Etats membres, continue à être affecté par **l’endettement du secteur privé**. La Commission européenne note que pour l’endettement des entreprises (dette consolidée des sociétés non financières) Chypre, l’Irlande et le Luxembourg, qui présentent le plus fort niveau d’endettement, des facteurs particuliers liés à la présence de sociétés multinationales sont à l’œuvre et le constat doit donc être relativisé à cause de cette spécificité structurelle. Par contre, pour **l’endettement des ménages**, l’augmentation vigoureuse des prêts immobiliers au Luxembourg a fait grimper celui-ci à un niveau proche de la moyenne de la zone euro. Les pressions en faveur du désendettement qui s’exercent à la fois sur les ménages et les entreprises semblent limitées au Luxembourg.

Pour conclure, le rapport RMA 2017 dresse la conclusion suivante à l’égard du Luxembourg: **“Dans l’ensemble, la lecture économique du tableau de bord révèle essentiellement des problèmes liés à la hausse des prix des logements, mais les risques semblent rester relativement limités. La Commission n’entend donc pas, à ce stade, approfondir son analyse dans le cadre de la PDM”**. Le Luxembourg se situe donc pour 2016-2017 de nouveau dans la catégorie des États membres qui ne nécessitent à ce stade pas un approfondissement de l’analyse.

2.4 Rapport conjoint sur l’emploi

En ce concerne plus particulièrement **l’emploi**, le projet de **Rapport conjoint sur l’emploi**¹¹ donne un aperçu succinct des performances des États membres en fonction du taux de chômage global, du taux de chômage des jeunes, du nombre de personnes ne travaillant pas et ne suivant pas d’études ou de formation, du revenu disponible brut des ménages, du pourcentage de personnes en situation de risque de pauvreté et du niveau d’inégalités. Le rapport confirme que **la reprise est de plus en plus créatrice d’emplois**, notamment grâce aux récentes réformes structurelles menées dans un certain nombre d’États membres. 8 millions de nouveaux emplois ont été créés depuis 2013.

Le taux de chômage dans l’UE a continué à baisser pour s’établir à 8,5% en septembre 2016 (10% dans la zone euro), atteignant son niveau le plus bas depuis 2009 (depuis 2011 dans la zone euro). Parallèlement, le taux d’emploi des 20-64 ans (71,1% au T2/2016) est, pour la première fois, supérieur à celui enregistré en 2008. Cela signifie que l’objectif d’un taux d’emploi de 75% fixé dans le cadre de la stratégie Europe 2020 pourrait être atteint, à condition que la tendance actuelle se poursuive. Malgré les premiers signes de convergence entre les États membres, les résultats sur le plan de l’emploi et en matière sociale continuent de **varier considérablement d’un pays à l’autre**. Les taux de chômage ainsi que la pauvreté restent élevés dans de nombreuses régions d’Europe. Des niveaux d’inégalité élevés réduisent la production économique et le potentiel de croissance durable. Le rapport met également en évidence l’ampleur des réformes menées dans les États membres.

Le projet de Rapport conjoint sur l’emploi comprend un tableau de bord avec des indicateurs-clés permettant de détecter des problèmes liés à l’emploi et à la situation sociale, ainsi que de possibles divergences entre Etats

¹¹ Pour plus de détails: https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/2017-european-semester-draft-joint-employment-report_en_1.pdf

membres. Ce tableau de bord, actuellement dans sa 4^{ème} édition, constitue un important outil dans le cadre du semestre européen. Depuis 2016, la méthodologie utilisée regarde à la fois le niveau et l'évolution des indicateurs. Dans ce **tableau de bord, le Luxembourg performe généralement mieux** que la moyenne des autres Etats membres de l'UE¹² :

- Le Luxembourg performe mieux que la moyenne en matière de chômage ;
- Le Luxembourg performe moyennement en matière de chômage des jeunes ;
- Le Luxembourg figure parmi les meilleurs en matière de «*Not in Education, Employment, or Training*» (NEET) ;
- Le Luxembourg performe mieux que la moyenne en matière de risque de pauvreté ;
- Le Luxembourg performe mieux que la moyenne en matière d'inégalités.

¹² Cf. Annexe 3 pour plus de détails concernant les indicateurs utilisés. Les données concernant l'indicateur du revenu brut disponible ne sont pas disponibles pour le Luxembourg (comme pour une série d'autres Etats membres).

	Unemployment rate	Youth unemployment rate	NEET rate	Gross Disposable Household Income	At-risk-of-poverty rate	Inequality S80/S20
Best performers	Czech Republic Germany	Germany	Germany Luxembourg Netherlands Sweden	Denmark Latvia Romania	Czech Republic Slovakia	Czech Republic Finland Slovenia Slovakia
Better than average	Denmark Hungary Luxembourg Malta Netherlands Poland Romania United Kingdom	Bulgaria Czech Republic Hungary Lithuania Malta Netherlands United Kingdom	Austria Czech Republic Hungary Lithuania Latvia Slovenia	Slovakia	Austria Belgium Denmark Estonia Finland France Luxembourg Malta Netherlands Slovenia Sweden	Austria Belgium Denmark France Hungary Luxembourg Malta Netherlands Sweden
Good but to monitor	Austria Estonia	Austria Denmark Estonia	Denmark			
On average	Belgium Bulgaria Finland France Ireland Lithuania Sweden Slovenia Slovakia	Belgium Finland France Ireland Luxembourg Poland Sweden Slovenia Slovakia	Belgium Estonia Malta Poland Portugal United Kingdom	Czech Republic Germany Spain Hungary Lithuania Netherlands Portugal Sweden Slovenia United Kingdom	Croatia Germany Hungary United Kingdom	Croatia Cyprus Germany Poland United Kingdom
Weak but improving	Cyprus Spain Croatia	Cyprus Croatia	Greece Cyprus Spain		Bulgaria Greece	
To watch	Italy Latvia Portugal	Latvia Portugal	Finland France Ireland Slovakia	Austria Finland France Italy	Cyprus Latvia Lithuania Poland Portugal	Estonia Italy Portugal
Critical situations	Greece	Greece Italy Spain	Bulgaria Croatia Italy Romania	Cyprus	Italy Romania Spain	Bulgaria Greece Latvia Lithuania Romania Spain

Tableau 2 : Aperçu des performances du marché de l'emploi au niveau de l'UE.

3. Prochaines étapes

Quant aux prochaines étapes du semestre 2017 **sur le plan européen**, la Commission européenne devrait publier les rapports spécifiques par pays vers la fin février 2017 et le Conseil européen adoptera des orientations politiques en mars 2017.

Ces orientations, ainsi que les pistes soulevées par la Commission européenne dans le rapport spécifique par pays, seront à considérer dans l'élaboration du **PNR** (politiques économiques et sociales, conformément à la stratégie Europe 2020) et du **PSC** (politique budgétaire, conformément au Pacte de stabilité et de croissance) de chaque Etat membre. Ces deux documents devront par la suite être transmis à la Commission européenne pour la fin du mois d'avril 2017.

Une fois que la Commission aura analysé la mise à jour des deux programmes, **des nouvelles propositions de recommandations par pays** seront publiées vers la mi-mai. Celles-ci seront examinées par les différentes formations du Conseil de l'UE avant d'être formellement adoptées en juillet.

Le semestre européen est le principal outil de coordination et surveillance des politiques économiques, budgétaires et structurelles dans l'UE. En tant que tel, un des grands enjeux de cette coordination est une bonne interaction entre le niveau européen et le niveau national. Le Rapport des cinq Présidents sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire (UEM) a retenu le renforcement de la dimension politique de la gouvernance de l'UEM comme un des objectifs principaux.

Dans le cas du Luxembourg, le Gouvernement s'est donné les moyens pour une **meilleure implication du niveau national par le biais du lancement du dialogue social national**. Ce dialogue social national vise à impliquer davantage les Partenaires sociaux dans une approche ex-ante dans le processus d'élaboration des politiques nationales en matière de coordination et surveillance européennes. Compte tenu de l'expérience positive de l'année précédente, en 2017, le dialogue se poursuit, notamment sous l'égide du Conseil économique et social (CES). En outre, le dialogue est désormais **renforcé grâce aux débats publics autour des PNR et PSC** au sein de la Chambre des députés qui auront lieu à l'issue du discours sur l'Etat de la Nation du Premier ministre, avant que le Gouvernement ne soumette les versions définitives des PNR et PSC aux autorités européennes. Un calendrier indicatif est annexé à cette note (cf. annexe 5)¹³.

Les **objectifs de cette démarche restent les mêmes** : renforcer davantage l'appropriation nationale, l'acceptation et la crédibilité du processus de coordination européen au niveau national, stimuler les débats sur les politiques économiques, sociales et environnementales européennes au niveau national, consulter les principaux acteurs au niveau national pour l'élaboration de prises de position nationales dans le contexte de politiques européennes.

¹³ Pour plus de détails concernant le calendrier national et européen 2017 du semestre européen, cf. Annexe 4 et 5.

Annexes

Annexe 1 : Objectifs du semestre européen

Annexe 2 : Tableau de bord RMA 2017 (MIP)

Annexe 3 : Tableau de bord « Projet de rapport conjoint sur l'emploi » 2017

Annexe 4 : Eléments du calendrier du semestre européen 2016-2017

Annexe 5 : Calendrier du semestre européen 2016-2017 au niveau européen

Annexe 6 : Conclusions du Conseil à l'égard de l'EAC

Annexe 7 : Projet de Recommandation du Conseil concernant la politique économique de la zone euro

Annexe 1 : Objectifs du semestre européen

Le semestre européen poursuit deux grands objectifs :

- i. La mise en place d'une **coordination ex-ante au niveau européen entre les Etats membres** : ainsi, le semestre européen, qui se résume principalement aux premiers six mois de l'année, détermine les grandes orientations générales et des recommandations spécifiques pour les pays que les Etats membres sont ensuite invités à mettre en œuvre en conformité avec les procédures nationales au cours du second semestre de l'année ;
- ii. Un **encouragement pour les Etats membres à développer une stratégie cohérente en matière d'un agenda de réformes structurelles et de politique budgétaire** à travers leurs Programme national de réforme (PNR) et Programme de stabilité et de croissance (PSC) élaborés tous les ans en avril, qui sont les documents nationaux sur lesquels se base la surveillance et coordination des politiques au niveau européen.

Par conséquent, l'importance du calendrier européen pour le calendrier national, ainsi que la dimension ex-ante de la surveillance et de la coordination, ou encore l'élaboration des stratégies en matière des politiques budgétaires et de réformes structurelles au cours du semestre européen, sont autant de raisons pour renforcer l'implication, au niveau national, des principaux acteurs concernés.

Le **semestre européen regroupe principalement trois procédures** étroitement liées pour assurer la coordination de tous les leviers de la politique économique et budgétaire. Plus particulièrement, il représente le cadre général pour les processus suivants :

- i. la **politique budgétaire** des Etats membres qui est essentiellement encadrée par les règles du Pacte de stabilité et de croissance ;
- ii. **l'agenda de réformes structurelles** qui est encadré par la stratégie Europe 2020 ;
- iii. la **procédure des déséquilibres macroéconomiques (PDM, ou encore « MIP »)**.

Le principal instrument de surveillance et de coordination dans le semestre européen est représenté par l'ensemble des **recommandations spécifiques par pays**. La Commission européenne fait une proposition que le Conseil de l'union européenne après discussion et amendements, adopte tous les ans. **Tous les domaines d'action concernés** sont couverts: de la politique budgétaire, y incluses les politiques sociales, aux politiques environnementales d'émissions de CO₂ en passant par l'inclusion sociale et l'emploi. Le **non-respect** dans la mise en œuvre des recommandations peut avoir des conséquences diverses, allant de la simple pression par les pairs à des **sanctions légales et financières**, dépendant du cadre juridique des processus de coordination et de surveillance auxquelles les recommandations se réfèrent concrètement. Ceci souligne d'autant plus l'importance du présent exercice.

Annexe 2 : Tableau de bord RMA 2017 (MIP)

Tableau 1.1: tableau de bord PDM 2015

Année 2015	Déséquilibres extérieurs et compétitivité					Déséquilibres internes						Indicateurs de l'emploi ¹		
	Solde balance courante - % du PIB (moyenne sur 3 ans)	Position extérieure globale nette (en % du PIB)	Taux de change effectif réel - 42 partenaires commerciaux, déflateur IPCH (variation sur 3 ans en %)	Parts de marché à l'exportation - % des exportations mondiales (variation sur 5)	Indice des coûts salariaux unitaires nominaux (2010=100) (variation sur 3)	Indice des prix des logements (2010=100), déflaté (variation sur 1 an en %)	Flux de crédits au secteur privé, consolidés (en % du PIB)	Dette du secteur privé, consolidée (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	Taux de chômage (moyenne sur 3 ans)	Total des engagements du secteur financier, non consolidés (variation sur 1)	Taux d'activité - % de la population totale des 15-64 ans (variation sur 3 ans en points de)	Taux de chômage de longue durée - % de la population active âgée de 15 à 74 ans (variation sur 3)	Taux de chômage des jeunes - % de la population active âgée de 15 à 24 ans (variation sur 3)
Seuils	-4/6%	-35%	±5% (ZE) ±11% (hors ZE)	-6%	9% (ZE) 12% (hors ZE)	6%	14%	133%	60%	10%	16.5%	-0.2 pp	0.5 pp	2 pp
BE	-0.2	61.3	-1,2	-11.3	1,5	1.3p	4,5	166,3	105,8	8,5	-1.0	0.7	1,0	2,3
BG	0.6	-60.0	-4,1	12.8	14.9p	1.6bp	-0,3	110,5	26,0	11,2	7.0	2.2	-1,2	-6,5
CZ	0.2	-30.7	-8,0	0.1	0,5	3.9p	0,9	68,6	40,3	6,1	7.7	2.4	-0,6	-6,9
DK	8.8	39.0	-1,5	-8.8	4,9	6.3	-3,3	212,8	40,4	6,6	-2.0	-0.1	-0,4	-3,3
DE	7.5	48.7	-1,4	-2.8	5,7	4.1	3,0	98,9	71,2	4,9	2.8	0.4	-0,4	-0,8
EE	0.9	-40.9	6,4	8.5	14,4	6.8	3,3	116,6	10,1	7,4	8.1	1.9	-3,1	-7,8
IE	4.7*	-208.0*	-5,9	38.3*	-18,1	8.3	-6,7	303,4	78,6	11,3	9.5	0.8	-3,7	-9,5
EL	-1.2	-134.6	-5,5	-20.6	-11.1p	-3.5e	-3,1	126,4	177,4	26,3	15.7	0.3	3,7	-5,5
ES	1.3	-89.9	-2,9	-3.5	-0.7p	3.8	-2,7	154,0	99,8	24,2	-2.1	0.0	0,4	-4,6
FR	-0.7	-16.4	-2,7	-5.4	2.5p	-1.3	4,4	144,3	96,2	10,3	1.8	0.8	0,6	0,3
HR	2.7	-77.7	0,1	-3.5	-5,0	-2.4	-1,3	115,0	86,7	17,0	2.1	2.9	0,1	0,9
IT	1.5	-23.6	-2,2	-8.9	1,5	-2.6p	-1,7	117,0	132,3	12,2	1.7	0.5	1,3	5,0
CY	-4.1	-130.3	-6,2	-16.8	-10.5p	2.9bp	4,4	353,7	107,5	15,7	2.8	0.4	3,2	5,1
LV	-1.8	-62.5	3,1	10.5	16,0	-2.7	0,7	88,8	36,3	10,9	12.2	1.3	-3,3	-12,2
LT	0.9	-44.7	4,0	15.5	11,6	4.6	2,2	55,0	42,7	10,5	6.7	2.3	-2,7	-10,4
LU	5.3	35.8	-0,5	22.9	0,6	6.1	24,2	343,1	22,1	6,1	15.5	1.5b	0,3	-1,4
HU	3.0	-60.8	-6,9	-8.0	3,9	11.6	-3,1	83,9	74,7	8,2	0.4	4.9	-1,9	-10,9
MT	4.3	48.5	-0,2	-8.8	3,9	2.8p	5,4	139,1	64,0	5,9	1.3	4.5	-0,7	-2,3
NL	9.1	63.9	-0,6	-8.3	0.2p	3.6	-1.6p	228.8p	65,1	7,2	3.2p	0.6	1,1	-0,4
AT	2.1	2.9	1,8	-9.6	6,1	3.5	2,1	126,4	85,5	5,6	0.6	0.4	0,5	1,2
PL	-1.3	-62.8	-1,0	9.7	-0.4p	2.8	3,2	79,0	51,1	8,9	2.4	1.6	-1,1	-5,7
PT	0.7	-109.3	-2,8	2.8	0.0e	2.3	-2,3	181,5	129,0	14,4	-1.6	0.0	-0,5	-6,0
RO	-1.0	-51.9	2,7	21.1	0.5p	1.7	0,2	59,1	37,9	6,9	4.1	1.3	0,0	-0,9
SI	5.4	-38.7	0,6	-3.6	-0,6	1.5	-5,1	87,3	83,1	9,6	-3.4	1.4	0,4	-4,3
SK	1.1	-61.0	-0,7	6.7	2,2	5.5	8,2	81,4	52,5	13,0	4.5	1.5	-1,8	-7,5
FI	-1.0	0.6	2,3	-20.5	3,6	-0.4	9,5	155,7	63,6	8,8	1.5	0.6	0,7	3,4
SE	5.0	4.1	-7,9	-9.3	3,6	12.0	6,5	188,6	43,9	7,8	2.3	1.4	0,0	-3,3
UK	-4.8	-14.4	11,3	1.0	1,7	5.7	2,5	157,8	89,1	6,3	-7.8	0.8	-1,1	-6,6

Flus: b: rupture dans les séries chronologiques. e: estimé. p: provisoire.

Note: * Le changement de niveau est dû à la relocalisation vers l'Irlande des bilans de grandes entreprises multinationales et à l'inclusion des transactions correspondantes dans les statistiques BdP et PEG irlandaises. 1) Voir page 2 du RMA 2016. 2) Indice des prix des logements e = source BCN de EL. 3) Le niveau de TFSL en Grèce est plus élevé qu'il ne l'aurait été autrement, en raison de l'amélioration du traitement des détections par les banques de titres de créance à court terme émis par des banques.

Source: Commission européenne, Eurostat et Direction Générale des affaires économiques et financières (pour le taux de change effectif réel) et Fonds monétaire international

Annexe 3 : Tableau de bord « Projet de rapport conjoint sur l'emploi » 2017

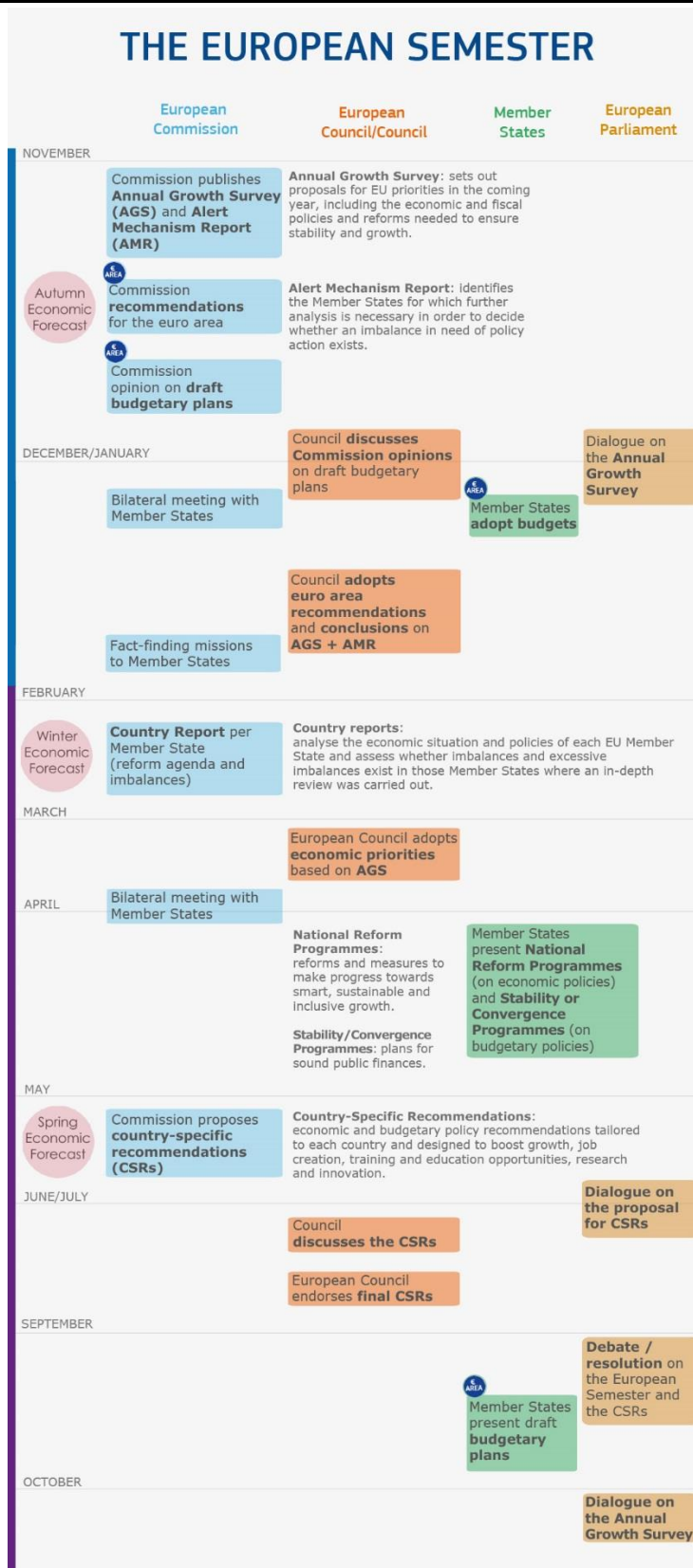
	Unemployment rate			Youth unemployment						Real growth in gross household disposable income			At-risk-of-poverty rate (18-64)			Inequalities - S80/S20		
				Youth UR			NEETs											
	2014	2015	2016S1	2014	2015	2016S1	2013	2014	2015	2013	2014	2015	2013	2014	2015	2013	2014	2015
EU28 (weighted)	10.2	9.4	8.7	22.2	20.3	19.0	13.0	12.5	12.0	0.0	1.0	2.3	16.4	17.1	17.2	5.0	5.2	5.2
EA19 (weighted)	11.6	10.9	10.2	23.8	22.4	21.3	12.9	12.6	12.2	-0.5	0.7	1.8	16.8	17.4	17.4	5.0	5.2	5.2
EU28 (unweighted)	10.5	9.9	8.9	24.5	22.6	20.3	12.8	12.3	11.7	1.2	0.8	2.7	15.6	16.2	16.2	4.8	5.0	5.1
EA19 (unweighted)	11.3	10.7	9.8	25.2	23.3	21.8	12.4	12.0	11.5	-0.4	0.3	2.0	15.7	16.2	16.2	4.8	5.0	5.0
BE	8.5	8.5	8.3	23.2	22.1	20.8	12.7	12.0	12.2	-0.3	0.3	:	13.4	14.2	13.7	3.8	3.8	3.8
BG	11.4	9.2	8.0	23.8	21.6	16.4	21.6	20.2	19.3	5.2	-7.1	:	17.1	18.9	18.0	6.6	6.8	7.1
CZ	6.1	5.1	4.1	15.9	12.6	10.5	9.1	8.1	7.5	-0.7	2.9	3.2	8.6	9.1	9.0	3.4	3.5	3.5
DK	6.6	6.2	6.0	12.6	10.8	11.5	6.0	5.8	6.2	-0.9	1.5	7.3	13.4	13.8	13.8	4.0	4.1	4.1
DE	5.0	4.6	4.3	7.7	7.2	7.2	6.3	6.4	6.2	0.7	1.4	2.5	16.9	17.2	17.3	4.6	5.1	4.8
EE	7.4	6.2	6.6	15.0	13.1	14.2	11.3	11.7	10.8	6.1	2.4	:	17.3	19.4	17.9	5.5	6.5	6.2
IE	11.3	9.4	8.4	23.9	20.9	17.4	16.1	15.2	14.3	-2.1	1.1	:	14.0	16.1	:	4.5	4.8	:
EL	26.5	24.9	23.8	52.4	49.8	49.6	20.4	19.1	17.2	-6.4	-1.3	:	24.1	23.5	22.5	6.6	6.5	6.5
ES	24.5	22.1	20.3	53.2	48.3	45.8	18.6	17.1	15.6	-1.9	0.7	2.1	20.4	22.9	22.8	6.3	6.8	6.9
FR	10.3	10.4	10.1	24.3	24.7	24.6	11.2	11.4	12.0	-0.3	0.7	1.7	13.7	13.2	13.4	4.5	4.3	4.3
HR	17.3	16.3	13.8	45.5	43.0	31.4	19.6	19.3	18.5	-3.7	1.1	:	17.8	17.9	17.9	5.3	5.1	5.2
IT	12.7	11.9	11.6	42.7	40.3	37.5	22.2	22.1	21.4	-0.8	0.3	0.8	19.1	19.7	19.8	5.8	5.8	5.8
CY	16.1	15.0	12.8	36.0	32.8	28.0	18.7	17.0	15.3	-5.4	-5.8	-0.8	14.4	13.4	15.9	4.9	5.4	5.2
LV	10.8	9.9	9.7	19.6	16.3	17.5	13.0	12.0	10.5	4.4	1.3	4.8	18.8	18.4	18.6	6.3	6.5	6.5
LT	10.7	9.1	8.4	19.3	16.3	14.7	11.1	9.9	9.2	4.4	1.6	2.8	19.0	17.6	19.5	6.1	6.1	7.5
LU	6.0	6.4	6.3	22.3	16.6	17.5	5.0	6.3	6.2	:	:	:	15.0	15.8	14.9	4.6	4.4	4.3
HU	7.7	6.8	5.5	20.4	17.3	13.9	15.5	13.6	11.6	1.8	3.8	2.0	15.2	14.9	15.5	4.3	4.3	4.3
MT	5.8	5.4	5.0	11.7	11.8	9.8	9.9	10.5	10.4	:	:	:	13.6	13.2	13.1	4.1	4.0	4.2
NL	7.4	6.9	6.4	12.7	11.3	11.2	5.6	5.5	4.7	-1.4	-0.6	3.2	10.9	12.4	13.1	3.6	3.8	3.8
AT	5.6	5.7	6.1	10.3	10.6	11.1	7.3	7.7	7.5	-1.7	0.0	0.3	12.9	12.9	13.0	4.1	4.1	4.0
PL	9.0	7.5	6.4	23.9	20.8	18.1	12.2	12.0	11.0	1.3	2.7	:	16.7	16.7	17.6	4.9	4.9	4.9
PT	14.1	12.6	11.7	34.7	32.0	29.1	14.1	12.3	11.3	-1.0	-0.5	1.7	18.4	19.1	18.8	6.0	6.2	6.0
RO	6.8	6.8	6.3	24.0	21.7		17.0	17.0	18.1	33.0	6.1	5.8	21.7	23.7	23.3	6.8	7.2	8.3
SI	9.7	9.0	8.2	20.2	16.3	15.4	9.2	9.4	9.5	-1.7	1.8	2.1	13.0	13.7	13.6	3.6	3.7	3.6
SK	13.2	11.5	10.1	29.7	26.5	22.9	13.7	12.8	13.7	0.1	2.6	4.0	12.1	12.3	11.6	3.6	3.9	3.5
FI	8.7	9.4	9.0	20.5	22.4	21.2	9.3	10.2	10.6	0.4	-0.8	1.0	11.3	12.5	12.7	3.6	3.6	3.6
SE	7.9	7.4	7.0	22.9	20.4	18.9	7.5	7.2	6.7	1.7	2.7	2.5	14.0	14.7	13.8	3.7	3.9	3.8
UK	6.1	5.3	5.0	17.0	14.6	13.4	13.2	11.9	11.1	-0.1	1.5	3.3	14.7	15.6	15.7	4.6	5.1	5.2

Source: Eurostat, EU LFS, National Accounts and EU-SILC (DG EMPL calculations). See Annex 1 for details.

Annexe 4 : Eléments du calendrier du semestre européen 2016-2017

1 février 2017	Partenaires sociaux/CES : 1 ^{ère} réunion du dialogue social national 2017 - consultations ex-ante des Partenaires sociaux dans le cadre du semestre européen	<i>Présentation du nouveau cycle 2017 du semestre européen et mise au point sur la situation de l'UE.</i>
22 février	Commission européenne	<i>Publication des rapports spécifiques par pays par la Commission où elle fait une analyse intégrée des pays, notamment par rapport à la mise en œuvre des recommandations spécifiques par pays. Les PSC et PNR 2017 seront les réponses des Etats membres à cette analyse.</i>
9-10 mars	Conseil européen	<i>Adoption des grandes orientations de politiques économiques en vue de l'élaboration des PNR et PSC.</i>
Mars	Partenaires sociaux/CES : 2 ^{ème} réunion du dialogue social national 2017	<i>Discussion sur les principaux messages à tirer du rapport par pays 2017 du Luxembourg publié fin février 2017 par la Commission</i>
25 avril	Discours sur l'Etat de la Nation du Premier ministre	<i>Semaine du semestre européen autour du discours sur l'Etat de la nation</i>
26-27 avril	Débats sur l'Etat de la Nation Présentation PSC/PNR Chambre des députés (en séance plénière)	<i>Présentation PSC/PNR Chambre des députés (en séance plénière). Le PSC sera augmenté en termes d'information pour animer la discussion pluriannuelle.</i>
28 avril	Communication du PSC et PNR 2017 à la Commission Européenne	

Annexe 5 : Calendrier du semestre européen 2016-2017 au niveau européen



Annexe 6 : Conclusions du Conseil à l'égard de l'EAC

"The Council (ECOFIN):

I THE 2017 EUROPEAN SEMESTER

1. WELCOMES the Commission's Annual Growth Survey 2017, which sets out broad policy priorities for jobs and growth in the EU and its Member States, and marks the starting point of the 2017 European semester.
2. BROADLY SHARES the Commission's analysis of the economic situation and policy challenges in the EU. Structural and fiscal policies need to contribute to consolidating the recovery and take advantage of the current situation to tackle macroeconomic imbalances and to implement ambitious reforms and pursue responsible fiscal policies. Despite recent improvements, the global economic outlook is becoming more uncertain. Economic performance, as well as reform implementation, remains uneven across the EU. Even though employment is expected to grow many economies still face far-reaching structural challenges, including in the labour market. Although declining, still high private and public debt levels contribute to holding back investment. As confirmed by the Commission's Alert Mechanism Report growth and employment are also constrained by the risk of a number of macroeconomic imbalances.
3. Against this background, AGREES on the broad policy priority areas outlined by the Commission on which national and EU level efforts should concentrate in 2017; Boosting investment, pursuing structural reforms and responsible fiscal policies. These priorities should be implemented in an integrated manner in order to tackle the challenges effectively at both EU and Member State level to ensure inclusive growth and sustainable economic development. STRESSES that too little emphasis is placed on the need for product market reform in this Annual Growth Survey. Product market reforms should be prioritised because of their more direct boost to productivity and output regardless of economic conditions. AGREES with the importance of reforms to increase labour supply and foster equal opportunities on the labour market, such as increased female labour force participation and integrating disadvantaged groups as a way to increase growth potential and social progress. ACKNOWLEDGES that a comprehensive approach is required to integrate migrants and the recent influx of refugees and facilitate their access to the labour market.
4. AGREES with the Commission analysis that the track record on reform implementation needs to be improved and UNDERLINES the importance of monitoring performance and policy implementation, including implementation of the country specific recommendations, throughout the year. INVITES the Economic and Financial Committee and the Economic Policy Committee to actively engage in this work based on Commission input. LOOKS FORWARD to a substantial discussion in council in March 2017 on the implementation of the country specific recommendations based on thorough assessment by the Commission.
5. ENCOURAGES further efficient and open dialogue in the capitals between Member States and the Commission, and an improved involvement of national stakeholders.

II FISCAL AND MACROECONOMIC POLICY ORIENTATIONS

Re-launching investment

6. RECOGNISES that in the context of low interest rates, ample liquidity in financial markets and deleveraging by public and private actors, investment levels remain low. There is an urgent need to boost investment by improving the overall investment climate in order to strengthen the EU's economic recovery, and to increase productivity and growth potential. RECALLS the December ECOFIN 2016 Council conclusions on tackling bottlenecks to investment identified under the Third Pillar of the Investment Plan, which also underlines the close relation between investment and structural reforms. Member States are urged to tackle national and cross border investment barriers, to strengthen the single market and investment environment in the EU as a whole.

7. Lending conditions are improving but companies continue to face varying financing conditions depending on their location. Many Member States face the challenge of private debt overhang and non-performing loans that impede the functioning of financial intermediation and hold back investment decisions. SHARES the Commission analysis that well-functioning insolvency frameworks are crucial for investment decisions.

8. SUPPORTS the view that the efficiency of national insolvency frameworks has to be further improved in order to contribute to addressing the high level of non-performing loans and AGREES with the development and implementation of an effective strategy, both at a Member State and EU level, to complement prudential supervisory action to address viability risks within the banking sector in some Member States, including as regards the high level of non-performing loans, inefficient business models and overcapacity. STRESSES that such actions should be in line with the existing regulatory framework, notably the Bank Recovery and Resolution Directive.

9. RECALLS that more developed and more integrated capital markets could unlock investment for businesses and infrastructure projects, attract long-term foreign investment, and contribute to growth and job creation. To this end, SUPPORTS advances in the creation of a fully-fledged Capital Markets Union and in the removal of barriers to cross-border investment, as well as diversifying the sources of funding, thus supporting notably the financing of infrastructure and SMEs, and leading, together with measures on the tax side where appropriate, to a more balanced financing structure between equity and debt of EU businesses and further cross-border private risk-sharing.

Pursuing structural reforms to modernise our economies

10. BROADLY SHARES the Commission view that Member States need to invest more in creating supportive conditions for greater labour market participation, and effective training and upskilling. UNDERLINES the importance of product market reforms and the opening up of markets to increase growth potential, productivity and efficiency gains. This can also facilitate the success of labour market reforms. In addition product market reforms can improve the adjustment capacity in the face of shocks, contribute to a re-balancing, lessen the negative side-effects of deleveraging and of globalisation while enhancing their positive effects, and contribute to the prevention of macroeconomic imbalances. STRESSES that the European single market remains the most powerful engine of growth and completing the single market in both goods and services, and further work on the Digital Single Market, the Capital Markets Union and the Energy Union should be the priority.

11. EMPHASISES that social protection systems should be fiscally sustainable. Pension systems have been reformed in a majority of Member States to enhance their sustainability, efficiency and adequacy, but additional steps are needed to consolidate these reform efforts. AGREES with the Commission analysis that the effectiveness of such reforms is aided by flanking policies boosting retirement incomes by extending working lives, and by supporting other complementary means of retirement incomes.

Responsible fiscal policies

12. WELCOMES the progress with fiscal consolidation, but ACKNOWLEDGES that the aggregate picture hides large differences across the Member States and that public finance challenges remain. RECALLS that for the euro area a strong coordination of national fiscal policies, based on common rules, is essential to arrive at an appropriate aggregate fiscal stance and for the proper functioning of the monetary union. NOTES the Commission Communication and analysis of the fiscal stance calling for a positive fiscal stance for the euro area as a whole. RECALLS that the Eurogroup in July concluded, on the basis of Commission analysis, that the broadly neutral aggregate fiscal stance in 2017 strikes an appropriate balance. RECOGNISES the importance in the current juncture to aim for an appropriate balance between the need to ensure sustainability and the need to support investment to strengthen the recovery thereby contributing to an appropriate aggregate fiscal stance and a more balanced policy mix.

13. AGREES that it remains essential for Member States to continue to implement structural reforms to increase potential growth and that Member States' fiscal policy should be supportive to growth while ensuring longer term debt sustainability, including through increased focus on the quality and the composition of budgets towards investment and other expenditure and revenue categories that raise economic growth potential. REAFFIRMS that fiscal policies should be pursued in full respect of the Stability and Growth Pact. SHARES the Commission view that challenges in terms of fiscal sustainability remain in a number of countries where public debt is high, which may be a source of vulnerability to adverse shocks and therefore HIGHLIGHTS the need to secure long-term control over deficit and debt levels to build resilience through prudent fiscal policies in those Member States with high public debt, including by complying with the debt rule. CONCURS that some Member States have outperformed their medium-term objectives and could use their favourable budgetary situation to further strengthen their domestic demand and growth potential, depending on country specific circumstances, while respecting the medium-term objective, the national budgetary prerogatives and national requirements.

14. RECALLS that the SGP allows the automatic stabilizers to work around the agreed path of structural adjustments and provides significant flexibility to adjust fiscal policy to developments in Member States without endangering the overall aim to promote sound and sustainable public finances. STRESSES the importance that requests by Member States for flexibility under the SGP, including for exceptional spending linked to unusual events outside the control of the governments, are considered by the Commission in a consistent manner.”

Annexe 7: Projet de Recommandation du Conseil concernant la politique économique de la zone euro

“THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION,

(...)

HEREBY RECOMMENDS that euro area Member States take action, individually and collectively, within the Eurogroup in the period 2017-2018 to:

1. Pursue policies that support sustainable and inclusive growth in the short and the long term, and improve adjustment capacity, rebalancing and convergence. Prioritise reforms that increase productivity, improve the institutional and business environment, remove bottlenecks to investment, and support job creation. Member States with current account deficits or high external debt should raise productivity while containing unit labour costs. Member States with large current account surpluses should implement as a priority measures, including structural reforms and fostering investment, that help to strengthen their domestic demand and growth potential.
2. Aim for an appropriate balance in fiscal policies between the need to ensure sustainability and the need to support investment to strengthen the recovery, thereby contributing to an appropriate aggregate fiscal stance and a more balanced policy mix. Member States that, according to the Commission assessment, are at risk of not meeting their obligations under the SGP in 2017 should, on that basis, take, in a timely manner, additional measures to ensure compliance. Conversely, Member States that have outperformed their medium-term objectives are invited to continue to prioritise investments to boost potential growth while preserving the long-term sustainability of public finances. Member States that are projected to be broadly compliant with the SGP in 2017 should ensure compliance with the SGP within their national budgetary processes. Pursue fiscal policies in full respect of the SGP, while making the best use of the flexibility embedded within the existing rules. Overall, Member States should improve the composition of public finances, by creating more room for tangible and intangible investment and ensure the effective functioning of national fiscal frameworks.
3. Implement reforms that promote competitiveness, job creation, job quality, resilience and economic and social convergence, underpinned by an effective social dialogue. They should combine: (i) reliable labour contracts which provide flexibility and security for employees and employers; (ii) quality and efficient education and training systems and comprehensive lifelong learning strategies targeted at labour market needs; (iii) effective active labour market policies to support labour market participation; (iv) modern, sustainable and adequate social protection systems that contribute effectively and efficiently throughout the life cycle to social inclusion and labour market integration. Shift taxes away from labour, particularly for low-income earners and in Member States where cost competitiveness lags behind the euro area average, and make it budgetarily neutral in countries without the fiscal room for manoeuvre.
4. In line with the roadmap of June 2016, continue work to complete the Banking Union with regard to risk reduction and risk sharing, including a European deposit insurance scheme and making the common backstop for the Single Resolution Fund operational at the latest by the end of the Fund's transitional period. Devise and implement an effective euro-area wide strategy to complement prudential supervisory action to address viability risks within the banking sector, including as regards the high level of non-performing loans, inefficient business models and overcapacity. In Member States with large stocks of private debt, promote orderly deleveraging.
5. Make progress on completing EMU, in full respect of the EU's internal market and in an open and transparent manner towards non-euro area Member States. Further advance the ongoing initiatives and work on the longer-term issues for EMU, taking due account of the forthcoming Commission White Paper on the future of Europe.”